

2.1 Valeur ajoutée

En 2016, la **valeur ajoutée** (VA) de l'économie nationale s'élève à 1 992 milliards d'euros, soit une croissance en valeur de 1,5 % par rapport à 2015, après + 2,0 % l'année précédente. Les sociétés non financières et les entreprises individuelles (EI) sont les plus gros contributeurs en produisant près des deux tiers de la valeur ajoutée (64 %), devant les administrations (18 %) et les ménages (11 %).

Depuis vingt ans, la répartition de la valeur ajoutée selon les **secteurs institutionnels** évolue relativement peu. La part des entrepreneurs individuels, dont la forme juridique a pâti d'une moindre attractivité par rapport à celle des sociétés, décroît lentement, celle des ménages progresse peu.

Avec le commerce, les transports, l'hébergement et la restauration, les **branches** des autres services principalement marchands non financiers (information et communication, activités immobilières, services aux entreprises et services aux particuliers) produisent la moitié de la valeur ajoutée en 2016, devant les services principalement non marchands (23 %) et l'industrie (14 %). Sur les six dernières années, cette répartition s'est stabilisée, mais sur longue période, la branche industrie est en repli continu (elle représentait 23 % de la VA en 1980). En contrepartie, la part des autres services principalement marchands non financiers est passée de 24 % en 1980 à 34 % en 2016.

Le recul de la part de la branche industrie manufacturière dans la valeur ajoutée totale ne touche pas uniquement la France. Entre 2006 et 2016, ce recul est identique en Espagne et un peu moins marqué en Italie et au Royaume-Uni. Dans l'Union européenne à 15, le poids de l'industrie manufacturière se maintient le mieux en Allemagne. Parmi les autres États membres, il est stable ou recule partout sauf en Hongrie, République tchèque et Pologne.

Le **produit intérieur brut** (PIB) s'obtient à partir de la somme des valeurs ajoutées brutes

au prix de base des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, en ajoutant les impôts sur les produits (12,9 % de la VA en 2016) et en retirant les subventions correspondantes (1,0 % de la VA). Sous l'angle des revenus, la valeur ajoutée se partage entre les différents types de revenus bruts de l'ensemble des secteurs institutionnels. En 2016, la rémunération des salariés représente 58,2 % de la valeur ajoutée et l'excédent brut d'exploitation (EBE) 32,9 %. Entre 2007 et 2016, avec la crise de 2008, le partage de la valeur ajoutée s'est déformé, en faveur des rémunérations des salariés (+ 2,1 points) et aux dépens du **revenu mixte** des EI (- 1,2 point) dont la part avait déjà diminué avant la crise ; la part des impôts liés à la production a progressé légèrement. Sur les seules sociétés non financières, le partage entre rémunération du travail et du capital était resté stable entre 1990 et 2008, puis il a augmenté en faveur des rémunérations pendant la crise. La part des rémunérations est en recul en 2015 et 2016.

Au niveau européen, en 2016, la valeur ajoutée en volume du Royaume-Uni (+ 9,2 %), de l'Allemagne (+ 7,5 %) et de la France (+ 5,3 %) est supérieure à celle de 2008, tandis qu'en Italie et en Espagne, elle reste inférieure à celle de 2008. Au plus fort de la crise, en 2009, la VA de toutes les grandes économies européennes baisse. La France résiste le mieux (- 2,7 %), tandis que l'Allemagne (- 6,1 %), l'Italie (- 5,5 %) et le Royaume-Uni (- 4,3 %) reculent nettement. Le redressement de l'économie allemande est ensuite rapide. La France, le Royaume-Uni et l'Italie retrouvent une croissance à partir de 2010 mais moins vigoureuse qu'en Allemagne, l'Espagne seulement à partir de 2013. De 2000 à 2008, la croissance en volume de la VA est nettement plus forte en Espagne (+ 29 %) et au Royaume-Uni (+ 20 %) qu'en France (+ 14 %) et en Allemagne (+ 13 %). ■

Définitions

Valeur ajoutée (VA), **secteurs institutionnels**, **branche**, **produit intérieur brut** (PIB), **revenu mixte** : voir *annexe Glossaire*.

1. Valeur ajoutée brute par secteur institutionnel en 2016

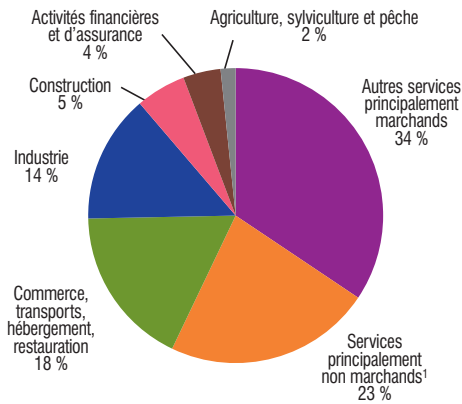
	1990	1995	2000	2005	2015	2016	Prix courants 2016 (en milliards d'euros)
	(en %)						
Sociétés non financières	56,1	55,3	56,1	56,7	57,0	57,4	1 142,9
Sociétés financières	5,6	4,7	5,0	4,4	4,9	4,6	91,4
Administrations publiques	17,1	18,8	18,0	18,1	18,5	18,4	366,1
Entrepreneurs individuels (EI)	11,6	9,7	9,2	8,5	6,6	6,5	130,4
Ménages (hors EI) ¹	8,3	9,7	10,3	10,9	11,3	11,4	226,7
Institutions sans but lucratif au service des ménages	1,2	1,4	1,5	1,5	1,8	1,7	34,9
Ensemble de l'économie	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	1 992,3

1. Y compris loyers imputés au sens de la comptabilité nationale.

Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

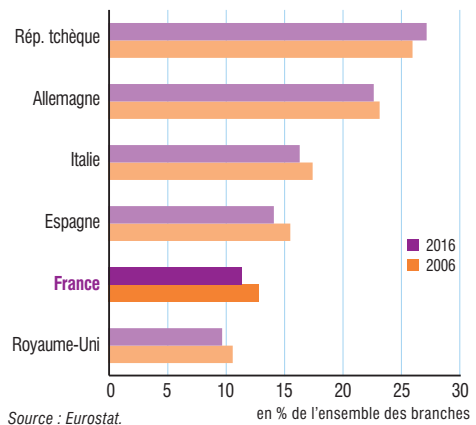
2. Valeur ajoutée brute par branche à prix courants en 2016



1. Administrations publiques, enseignement, santé humaine et action sociale.
Champ : France.

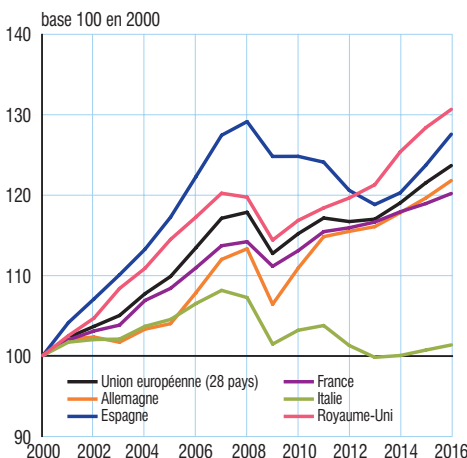
Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

3. Poids de la VA de la branche industrie manufacturière en Europe en 2006 et 2016



Source : Eurostat.

4. Valeur ajoutée brute en volume



Source : Eurostat.

5. Partage de la valeur ajoutée à prix courants en 2016

	1990	2000	2007	2016
	(en %)			
Rémunération des salariés	56,3	56,4	56,1	58,2
Salaires et traitements bruts	40,9	41,4	41,4	42,6
Cotisations sociales à la charge des employeurs	15,4	15,0	14,7	15,7
Excédent brut d'exploitation	32,0	32,2	33,3	32,9
Impôts sur la production	3,7	4,5	4,6	5,1
Subventions d'exploitation	-1,0	-1,0	-1,3	-2,3
Revenu mixte brut des EI	9,1	7,9	7,3	6,1
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0
	(en milliards d'euros)			
Valeur ajoutée brute	948,9	1 333,1	1 746,8	1 992,3
+ impôts sur les produits ¹	124,1	169,3	211,4	256,7
- subventions sur les produits	-14,4	-17,0	-12,6	-20,2
Produit intérieur brut (PIB)	1 058,6	1 485,3	1 945,7	2 228,9

1. TVA, impôts sur les importations et autres impôts sur les produits (TIPP, taxes sur les tabacs, sur les alcools, etc.).

Champ : France.

Source : Insee, comptabilité nationale, base 2010.